



Banques et assurances en Suisse

Analyse de l'importance économique du secteur financier en 2017

Étude sur mandat de
l'Association suisse des banquiers (ASB) et de
l'Association Suisse d'Assurances (ASA).



Banques et assurances en Suisse

Olten, 21.11.2018

Polynomics

Polynomics AG

Baslerstr. 44

4600 Olten

www.polynomics.ch

polynomics@polynomics.ch, Tel. : +41 62 205 15 70

Table des matières

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | L'essentiel en bref | 5 |
| 2 | La valeur ajoutée dans le secteur financier | 7 |
| 3 | Emploi dans le secteur financier | 9 |
| 4 | Importance fiscale | 10 |
| 5 | Comparaison entre branches et pays du secteur financier | 11 |
| 6 | Évolution structurelle du secteur financier | 14 |
| 7 | Contribution à la croissance | 15 |
| 8 | Évolution à court et moyen terme dans le secteur financier | 16 |
| 9 | Contexte | 19 |

1 L'essentiel en bref

Fin août, l'Office fédéral de la statistique (OFS) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ont publié leurs chiffres mis à jour sur la valeur ajoutée et l'emploi pour l'année 2017. Sur la base des données publiées, Polynomics a calculé les effets directs et indirects produits par le secteur financier sur mandat de l'Association Suisse d'Assurances (SVV) et de l'Association suisse des banquiers (SBVg). Polynomics conclut que malgré les défis auxquels il est confronté (intérêts négatifs, réglementation de plus en plus stricte, numérisation et compétitivité de plus en plus rude), le secteur financier apporte une contribution essentielle à l'économie suisse.

En 2017, le secteur financier suisse a généré une valeur ajoutée brute de près de CHF 60 milliards, soit 9,2% de la valeur ajoutée brute totale suisse. Sur ces CHF 60 milliards de valeur ajoutée brute, 31 milliards ont été générés par le secteur bancaire contre 29 milliards par celui des assurances (cf. tableau 1). Avec 1,9%, la croissance du secteur financier a été légèrement supérieure à la moyenne suisse l'an passé. Cette croissance repose tant sur le secteur bancaire (2,1% de croissance de la valeur ajoutée réelle) que sur celui des assurances (1,8% de croissance de la valeur ajoutée réelle). En raison de son interconnexion économique, le secteur financier a produit une valeur ajoutée supplémentaire à hauteur d'environ CHF 24 milliards dans les autres branches (+9,7% par rapport à l'année précédente). Le secteur bancaire compte pour deux tiers (CHF 16,7 milliards) dans cette valeur ajoutée indirecte contre un tiers (CHF 7,1 milliards) pour les assurances.

L'année dernière, le secteur financier comptait un effectif de près de 207 500 salariés (en équivalents temps plein), soit une baisse de 1,2%. Parmi ses 207 500 salariés, plus de 136 000 travaillaient dans le secteur bancaire et 71 000 dans les assurances. L'évolution de l'emploi est radicalement opposée dans les deux domaines : alors que dans le secteur des assurances, l'emploi a augmenté de 1,9%, les banques quant à elles enregistrent une baisse de 2,7%. Il ne faut toutefois pas oublier que la baisse dans le secteur bancaire est due à des effets statistiques spéciaux. La principale explication de cette baisse réside en effet dans l'externalisation des prestations centrales d'une

grande banque vers une société interne au groupe qui ne fait statistiquement pas partie des banques. En raison de son interconnexion économique, le secteur financier a par ailleurs produit 253 300 emplois dans d'autres branches (+7,5% par rapport à l'année précédente). Sur ce chiffre, 171 600 emplois sont à imputer au secteur bancaire contre 81 700 à celui des assurances.

En plus de son importance directe via la valeur ajoutée brute et l'emploi, la Suisse profite également des recettes fiscales perçues du secteur financier. En 2017, le secteur financier a ainsi généré CHF 16,5 milliards de recettes fiscales au total, soit CHF 2 milliards de plus que l'année précédente. Cette augmentation est principalement liée aux recettes de l'impôt anticipé.

Si on le compare aux autres branches, le secteur financier se classe en très bonne position avec un taux de croissance annuel de la valeur ajoutée brute et une productivité supérieurs à la moyenne. Concernant l'évolution sur le long terme de son importance en tant qu'employeur, le secteur financier présente une croissance des effectifs annuelle légèrement inférieure à la moyenne des autres branches.

En 2017, les établissements du secteur financier ont une nouvelle fois dû faire face au défi des intérêts négatifs qui perdure depuis début 2015. Dans le secteur bancaire, les intérêts négatifs freinent les marges sur les intérêts. Les pertes en résultant ont toutefois été en grande partie compensées par la hausse de la demande de crédits, par des recettes accrues dans le domaine des commissions et des services ainsi que par l'ajustement des modèles tarifaires. Les assurances, elles aussi, ont beaucoup investi dans les emprunts, raison pour laquelle elles souffrent perceptiblement des intérêts négatifs. Pour y remédier, elles ont choisi de devenir plus actives dans le domaine des hypothèques.

En tenant compte des dernières évolutions, et notamment de la conjoncture économique globalement favorable, nous prévoyons une hausse de la valeur ajoutée brute réelle tant pour le secteur bancaire (3%) que pour celui des assurances (2,5%) pour les 12 mois à venir. À moyen terme, la croissance de valeur ajoutée directe devrait s'élever à près de 2% par an dans le secteur bancaire, notamment grâce à la progression de l'externalisation entraînée par la numérisation. Concernant la valeur ajoutée indirecte aussi, on peut supposer que

Tableau 1: Importance du secteur financier 2017

| | Effet direct | Effet sur les autres branches | Total |
|--|--------------|-------------------------------|-------|
| Valeur ajoutée brute en milliards CHF | 59.9 | 23.8 | 83.7 |
| dont banques | 31.0 | 16.7 | 47.7 |
| dont assurances | 28.9 | 7.1 | 36.0 |
| Employés en milliers d'équivalents temps plein | 208 | 253 | 461 |
| dont banques | 136 | 172 | 308 |
| dont assurances | 71 | 82 | 153 |
| Impôts en milliards CHF | 16.5 | 2.8 | 19.3 |
| dont impôts directs | 7.4 | 2.8 | 10.2 |
| dont banques | 4.6 | 1.9 | 6.5 |
| dont assurances | 2.8 | 0.9 | 3.7 |
| dont impôts indirects secteur financier | 9.1 | – | 9.1 |
| dont banques | 7.4 | – | 7.4 |
| dont assurances | 1.7 | – | 1.7 |

Source: Valeurs ajoutées brute et emploi: OFS et SECO; Impôts: AFC, FINMA et AFF. Propres calculs Polynomics. En raison des différences d'arrondis, il se peut que les chiffres indiqués dans le tableau ne correspondent pas à la somme des chiffres indiqués.

la croissance sera là. Le secteur des assurances quant à lui devrait connaître une augmentation de la valeur ajoutée brute réelle supérieure à celle de l'économie en général.

À court et à moyen terme, la pression sur l'augmentation de la productivité va perdurer dans le secteur financier. La numérisation en particulier est à l'origine de nouveaux produits et services, ainsi que d'adaptations des processus. La tendance à l'externalisation des emplois vers d'autres secteurs que l'on observe depuis plus années dans le secteur bancaire devrait donc se poursuivre, mais dans une moindre mesure. Elle entraîne un transfert non seulement de la valeur ajoutée, mais également d'une partie des emplois qui, dans les statistiques, ne sont plus comptabilisés dans le secteur bancaire. Pour le secteur des assurances aussi, nous partons du principe que l'augmentation des emplois dérogera aux taux de croissance des années précédentes et sera inférieure au développement économique en général.

Tableau 2: l'importance directe et indirecte du secteur financier 2017

| Valeur ajoutée brute nominale en milliards CHF | | |
|--|----------------------|------|
| Banques | Importance directe | 31.0 |
| | Importance indirecte | 16.7 |
| | Effet total | 47.7 |
| Assurances | Importance directe | 28.9 |
| | Importance indirecte | 7.1 |
| | Effet total | 36.0 |
| Secteur financier | Importance directe | 59.9 |
| | Importance indirecte | 23.8 |
| | Effet total | 83.7 |

Source: OFS et SECO. Propres calculs Polynomics.

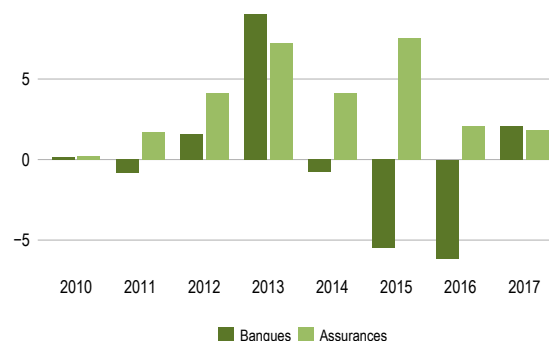
2 La valeur ajoutée dans le secteur financier

Fin août, l'Office fédéral de la statistique (OFS) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ont publié leurs chiffres mis à jour sur la valeur ajoutée et l'emploi pour l'année 2017. Les chiffres montrent que malgré les défis auxquels il est confronté (intérêts négatifs, réglementation de plus en plus stricte, numérisation et compétitivité de plus en plus rude), le secteur financier apporte une contribution essentielle à l'économie suisse. Le secteur bancaire et le secteur des assurances ont ainsi respectivement contribué à hauteur de CHF 31 milliards et CHF 29 milliards à la valeur ajoutée brute totale de 2017 d'environ CHF 60 milliards.

L'importance économique du secteur financier va toutefois bien au-delà de ces CHF 60 milliards de valeur ajoutée brute directe. Du fait de l'interconnexion économique entre branches, les banques et assurances produisent en effet de la valeur ajoutée brute supplémentaire dans d'autres secteurs. Les banques et assurances achètent non seulement des prestations à d'autres secteurs en amont, mais leurs collaborateurs utilisent aussi leurs revenus pour acheter des biens et des prestations à d'autres branches. Grâce à cet effet indirect, les banques ont généré une valeur ajoutée supplémentaire de CHF 16,7 milliards en 2017 et les assurances de CHF 7,1 milliards (cf. tableau 2). L'effet indirect de valeur ajoutée du secteur financier a ainsi connu une hausse de 9,7% par rapport à l'année précédente.

Alors qu'en 2016, la valeur ajoutée brute du secteur financier était en baisse (-2,4%), sa croissance a été

Figure 1: Évolution de la valeur ajoutée brute
Évolution par rapport à l'année précédente en %



Source: OFS. Mise en page Polynomics

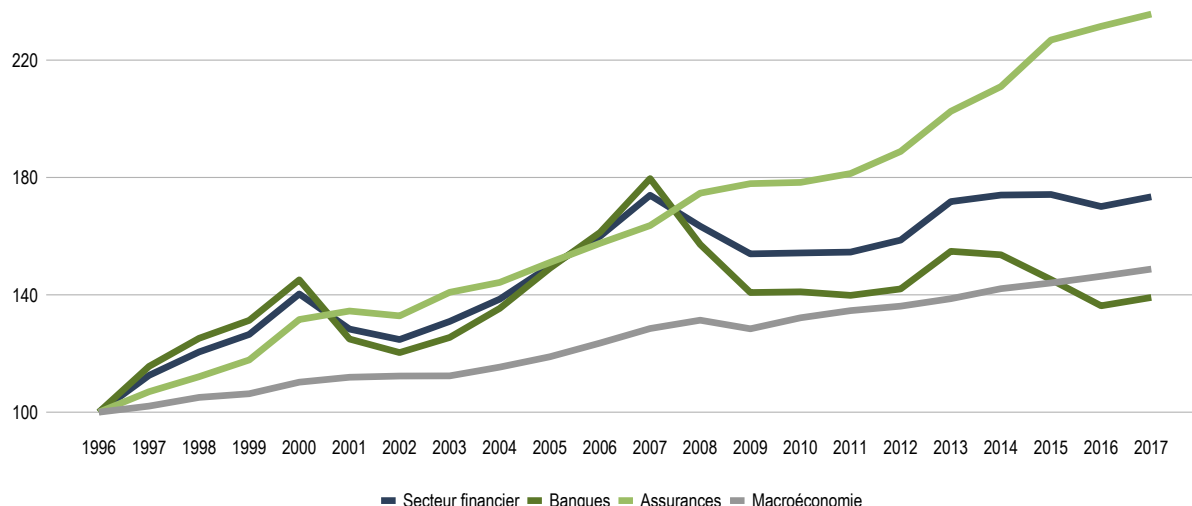
légèrement supérieure à la moyenne suisse en 2017. La valeur ajoutée brute totale de la Suisse, corrigée de l'inflation, a augmenté de 1,7% alors que le secteur financier enregistre une croissance de la valeur ajoutée brute réelle de 1,9%. Cette croissance repose tant sur le secteur bancaire (2,1% de croissance de la valeur ajoutée réelle) que sur celui des assurances (1,8% de croissance de la valeur ajoutée réelle).

Comme on peut le constater sur la figure 1, les banques viennent de traverser une période de croissance volatile de leur valeur ajoutée réelle. Après avoir essuyé une baisse de la valeur ajoutée brute pendant trois années consécutives, le secteur bancaire s'est bien remis en 2017 avec une croissance de 2,1%. Les bénéfices des grandes banques, qui ont augmenté de CHF 1,4 milliard par rapport à l'année précédente, jouent un rôle important dans cette évolution.

Dans le secteur des assurances en revanche, la progression de la valeur ajoutée brute a été moins volatile par le passé et s'est caractérisée par une croissance continue, qui s'est encore poursuivie l'année dernière. La valeur ajoutée brute réelle a ainsi augmenté de 1,8%. Les assurances présentent ainsi une augmentation comparable au secteur bancaire pour la valeur ajoutée brute réelle, bien qu'elle soit légèrement inférieure à celle de la période de croissance de 2012 à 2015.

La mise à jour du compte de production réalisée cette année par l'Office fédéral de la statistique a engendré une révision des chiffres de valeur ajoutée brute des années passées. Les changements concernent notamment les chiffres 2016 des assurances. La dernière étude avait en effet enregistré une légère baisse de la

Figure 2: Valeur ajoutée réelle depuis 1996
Valeurs indexées (1996=100)



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

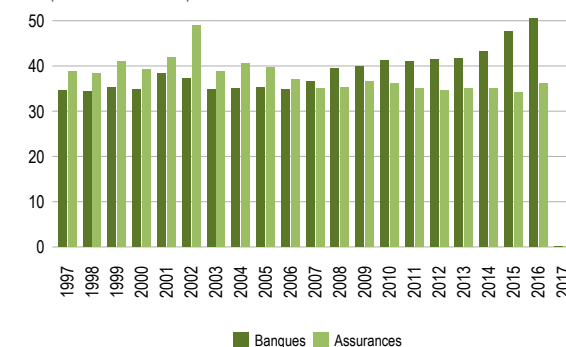
valeur ajoutée des assurances en 2016, alors que désormais, les statistiques 2016 évaluent la croissance à 2%. en aus. Neu zeigt die Statistik für das Jahr 2016 ein Wachstum von 2 Prozent.

Augmentation de la demande en prestations en amont

Comme le montre la figure 2, les assurances ont connu une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle supérieure à celle des banques au cours des 10 dernières années. L'une des raisons réside dans le fait que les banques achètent relativement plus de prestations en amont. La figure 3 illustre une augmentation nette de la part des prestations en amont dans la valeur de production brute des 10 dernières années pour les banques, avec un taux de près de 37% en 2007 contre plus de 50% en 2016. Pour les assurances en revanche, les prestations en amont restent stables, à une valeur d'environ 35%.

Le recours accru aux prestations en amont est notamment dû à la numérisation. La numérisation entraîne une baisse des frais de transaction, une interruption des chaînes de valeur ajoutée et une externalisation de certaines parties de la production. Si cette externalisation a lieu dans des secteurs dont la productivité est supérieure à la moyenne, nos calculs en sous-estiment l'importance réelle. La raison réside dans le fait que l'interaction économique entre les secteurs ne fait l'objet de nouvelles statistiques que de manière

Figure 3: Évolution des prestations en amont du secteur financier
Participation à la valeur de production brute en %



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

irrégulière et que cet effet de la numérisation n'aura d'impact sur les chiffres qu'avec retard.

Deux autres facteurs d'influence de la numérisation faussent la perception de l'importance du secteur financier mesurée sur la base de la valeur ajoutée. D'une part, la numérisation et la forte compétitivité peuvent engendrer des baisses de bénéfice et donc moins de valeur ajoutée même si une amélioration continue des produits proposés accroît le bénéfice pour les clients. D'autre part, la délimitation statistique du secteur financier pourrait de moins en moins englober l'ensemble de ses activités. Ainsi, les plateformes numériques (financements participatifs, paiements électroniques etc.) ne sont plus uniquement exploitées par des établissements financiers classiques.

En plus de la numérisation, des facteurs spécifiques structurels, comme par exemple des amendements réglementaires portant sur l'organisation, expliquent également l'augmentation du recours aux prestations en amont. Sur le plan statistique, les répercussions constatées sont une réduction de la valeur ajoutée directe et une augmentation de l'achat de prestations en amont dans le secteur bancaire notamment.

La hausse de la demande en prestations en amont du secteur bancaire se traduit par le renforcement de l'importance indirecte de ce secteur. Alors que l'année précédente, l'effet indirect de la valeur ajoutée du secteur bancaire s'élevait à CHF 15 milliards, il atteignait CHF 16,7 milliards en 2017. Le processus d'optimisation lié à la numérisation est loin d'être terminé. Nous partons donc du principe que cette tendance se poursuivra à l'avenir. Dans le secteur des assurances, la numérisation est moins perceptible que dans les banques, raison pour laquelle les chiffres s'en font moins ressentir.

Développement à plus long terme

Si on place la performance économique de 2017 dans un cadre à plus long terme, le secteur des banques se différencie de celui des assurances (cf. figure 2). Au cours des 20 dernières années, le secteur des assurances a enregistré une croissance relativement constante de 4% par an et a ainsi réussi à plus que doubler sa valeur ajoutée brute réelle. L'évolution de la valeur ajoutée des banques a été influencée par la crise financière 2007/2008, la bulle dotcom 2000/2001 et les ajustements stratégiques qui ont suivi, sans oublier les conditions-cadres réglementaires et techniques en rapide mutation. Sur les 20 dernières années, les banques ont connu une croissance annuelle moyenne de près de 1%, avec à la clé une augmentation de 20% de leur valeur ajoutée.

3 Emploi dans le secteur financier

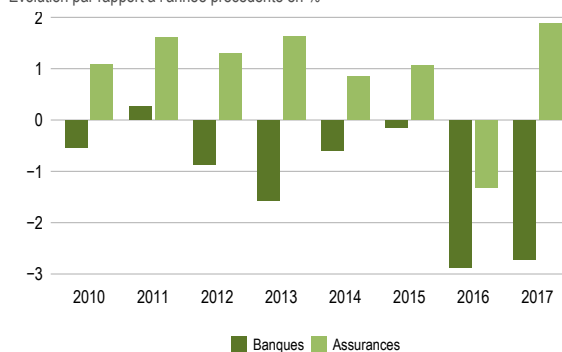
En 2017, le secteur financier a enregistré une baisse de l'emploi de 1,2% mesurée en équivalents temps plein par rapport à l'année précédente. L'évolution est radicalement opposée dans les deux branches : alors que dans le secteur des assurances, l'emploi a augmenté de 1,9%, les banques quant à elles enregistrent une baisse

Tableau 3: L'importance directe et indirecte du secteur financier 2017

| | | Salariés ETP / FTE |
|-------------------|----------------------|--------------------|
| Banques | Importance directe | 136 390 |
| | Importance indirecte | 171 851 |
| | Effet total | 308 241 |
| Assurances | Importance directe | 71 125 |
| | Importance indirecte | 81 727 |
| | Effet total | 152 852 |
| Secteur financier | Importance directe | 207 515 |
| | Importance indirecte | 253 374 |
| | Effet total | 460 889 |

Source: OFS et SECO. Propres calculs Polynomics.

Figure 4: Évolution des équivalents temps plein
Évolution par rapport à l'année précédente en %



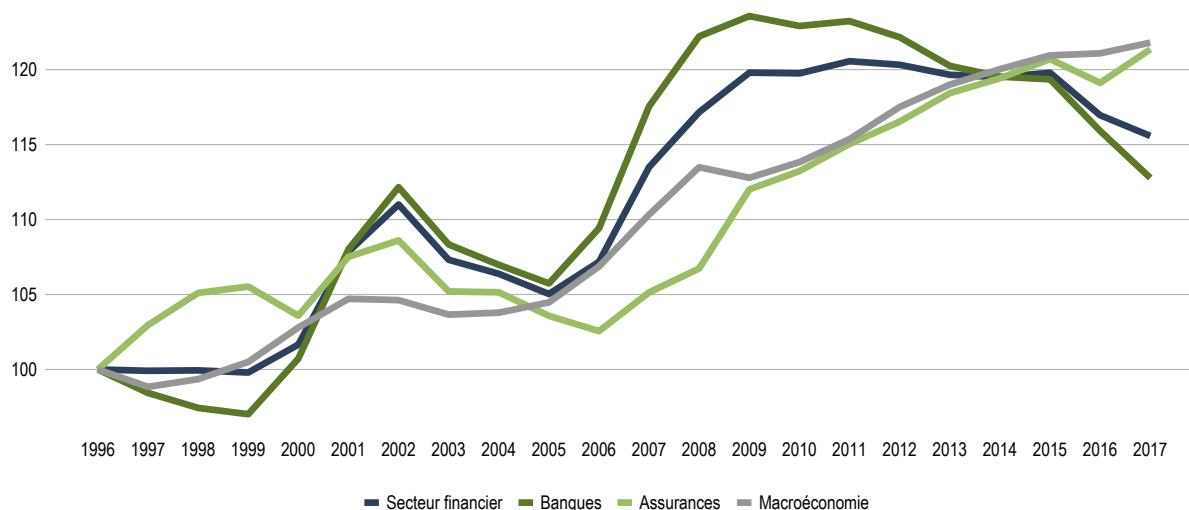
Source: OFS. Mise en page Polynomics.

de 2,7% (cf. figure 4). En 2017, les effectifs dans le secteur bancaire ont baissé de 3793 pour atteindre le chiffre de 136 390.

L'une des explications clés de cette baisse des effectifs réside dans l'externalisation de prestations centrales d'une grande banque vers une société de services interne au groupe. Cette société de services ne fait statistiquement plus partie des banques et l'emploi mesuré dans le secteur bancaire a donc baissé sans pour autant que ces postes n'aient été perdus.

Cette évolution de l'emploi dans le secteur bancaire correspond par ailleurs au recours toujours plus important aux prestations en amont du secteur (cf. figure 3). En effet, cela entraîne non seulement un transfert de la valeur ajoutée, mais aussi d'une partie des emplois qui, dans les statistiques, ne sont plus attribués au secteur bancaire. Cette évolution étant en partie poussée par la numérisation, tout porte à croire qu'à l'avenir, la tendance continuera à aller dans cette direction.

Figure 5: Évolution des équivalents temps plein
Valeur indexée (1996=100)



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

Le secteur des assurances aussi a connu des transferts dans l'évolution de l'emploi en 2017. Comme pour les banques, certaines activités « traditionnelles » ont été externalisées. La demande en prestations en amont a donc également augmenté dans ce secteur. Simultanément les assurances ont investi dans de nouvelles entreprises, voire même en ont rachetées pour suivre la numérisation, avec à la clé une augmentation des emplois dans le secteur des assurances en 2017.

La valeur ajoutée brute générée par le secteur financier dans les branches en amont crée une forte demande de main d'œuvre dans ces branches. En plus des 207 515 salariés du secteur financier, les activités économiques des banques et assurances ont ainsi généré 253 374 emplois supplémentaires dans d'autres secteurs. Via cet effet indirect, les banques ont généré 171 647 emplois et les assurances 81 727 (cf. tableau 3). L'effet indirect de l'emploi du secteur financier a ainsi connu une hausse de 7,5% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due à l'augmentation du recours aux prestations en amont par les banques et assurances, comme constaté plus haut dans l'évolution de la valeur ajoutée.

Développement à plus long terme

Si on place l'emploi de 2017 dans un cadre à plus long terme, le secteur des banques se différencie moins de celui des assurances que pour l'évolution de la valeur

ajoutée. Sur l'ensemble du territoire suisse, la croissance de l'emploi dans le secteur financier a été légèrement inférieure la moyenne. Depuis 1997, l'emploi dans le secteur bancaire a connu une hausse de 15% contre 18% pour le secteur des assurances, soit légèrement en-dessous de la croissance suisse de l'emploi à 23%. Ceci se traduit par une croissance annuelle moyenne de 0,7% dans le secteur bancaire, 0,8% dans le secteur des assurances et 1% pour l'ensemble de la Suisse (cf. figure 5).

Comme pour la progression de la valeur ajoutée brute réelle, l'évolution de l'emploi dans le secteur des banques est plus volatile que dans le secteur des assurances. La baisse de l'emploi dans le secteur des assurances en 2016 a ainsi interrompu une croissance annuelle plus ou moins constante depuis 2006 (1,8% en moyenne). Mais en 2017, la tendance à la hausse est repartie. Après une période de forte hausse de l'emploi entre 2005 et 2009, le secteur bancaire a quant à lui encaissé une légère baisse depuis, notamment à cause de la part de plus en plus importante des prestations en amont. Cette tendance aussi s'est poursuivie en 2017.

4 Importance fiscale

En 2017, le secteur financier a une nouvelle fois apporté une contribution essentielle aux recettes fiscales

Tableau 4: l'importance fiscale du secteur financier en 2017 en milliards CHF

| | | Effet direct | Effet dans les autres branches | Total |
|--------------------|--------------------------|--------------|--------------------------------|-------|
| Impôts directs | Banques | 4.6 | 1.9 | 6.5 |
| | Assurances | 2.8 | 0.9 | 3.7 |
| Impôts indirects | Taxe à la valeur ajoutée | 2.5 | - | 2.5 |
| | Impôt anticipé | 4.5 | - | 4.5 |
| | Droit de timbre | 2.0 | - | 2.0 |
| Effet fiscal total | | 16.5 | 2.9 | 19.3 |

Source: Voir chapitre Informations d'arrière-plan (remarque: l'effet fiscal total ne correspond pas obligatoirement à la somme des différentes valeurs pour des raisons d'arrondi). Propres calculs Polynomics.

publiques. Le capital est versé aux pouvoirs publics en passant par différents canaux. L'impôt sur les bénéfices est prélevé sur les bénéfices des établissements financiers, les employés paient un impôt sur les revenus et trois impôts indirects sont prélevés sur les prestations financières et les transactions sur le marché financier : la taxe à la valeur ajoutée, l'impôt anticipé et le droit de timbre. Les recettes de la taxe à la valeur ajoutée comprennent la TVA payée par les banques et assurances ainsi que la taxe occulte.

Le tableau 4 présente un récapitulatif des impôts payés par le secteur financier en 2017. L'importance croissante du secteur financier dans les recettes fiscales totales de la Suisse se reflète par l'augmentation des contributions fiscales de CHF 16,5 milliards en 2017. Ce chiffre correspond à une part de 11,5 % (contre 10,7 % pour l'année précédente) du total des recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes. En 2017, le secteur financier a enregistré une hausse des taxes totale de 13,7%, soit CHF 2 milliards. Cette croissance est principalement liée aux recettes de l'impôt anticipé.

La forte hausse de l'impôt anticipé repose en grande partie sur les recettes accrues sur les dividendes mais aussi sur la baisse des remboursements (Conseil fédéral, 14.2.2018) . Il peut donc être judicieux pour les établissements financiers de réclamer l'impôt anticipé avec un décalage dans un environnement d'intérêts négatifs. Dans la mesure où les remboursements doivent être demandés dans un délai de trois ans, on peut s'attendre à ce que l'augmentation des recettes de l'impôt anticipé ne perdure pas sur le long terme.

En 2017, le secteur bancaire a payé près de CHF 200 millions d'impôts directs de moins que l'an-

née précédente, alors que les assurances ont réglé près de CHF 100 millions d'impôts directs en plus. Au total, le secteur financier a versé CHF 7,4 milliards d'impôts directs.

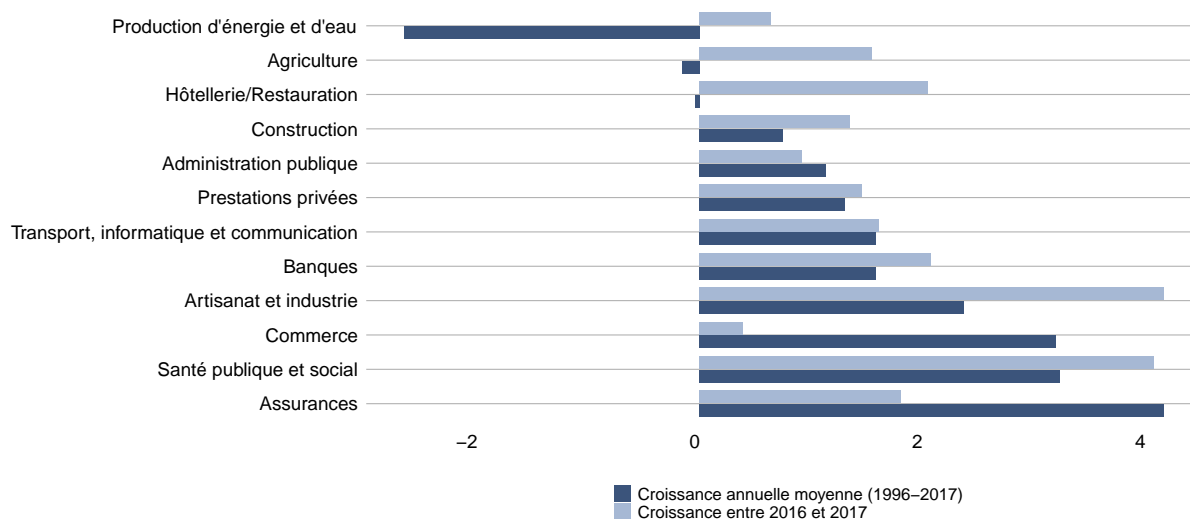
L'interaction économique du secteur financier engendre un effet fiscal supplémentaire. La demande en prestations en amont du secteur financier génère ainsi de la valeur ajoutée brute et des emplois dans d'autres secteurs économiques. Cet effet sur l'emploi a aussi des répercussions en matière fiscale. En 2017, ces répercussions sont estimées à CHF 2,9 milliards. 13,5% de tous les impôts perçus en Suisse sont donc directement ou indirectement liés aux activités du secteur financier.

5 Comparaison entre branches et pays du secteur financier

La comparaison entre branches montre clairement que le secteur financier est l'un des piliers économiques les plus importants en Suisse. Si l'on observe par ailleurs la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute entre 1996 et 2017, avec 4,2%, les assurances atteignent le haut du classement des secteurs enregistrant la plus forte croissance. Mais les banques aussi présentent une croissance annuelle supérieure à la moyenne de 1,6% (cf. figure 6).

L'importance du secteur financier ne se manifeste pas seulement par des taux de croissance supérieurs à la moyenne à long terme. Le fait que le secteur financier soit composé de branches qui font partie des piliers de la productivité de l'économie suisse est également

Figure 6: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

important. En 2017, le secteur bancaire a ainsi généré une valeur ajoutée brute de près de CHF 219 000 par équivalent temps plein, ce qui correspond à environ 1,4 fois la productivité moyenne suisse. Comparé à l'année précédente, le secteur bancaire a enregistré une hausse de la productivité de 3,8% suite à la croissance de la valeur ajoutée brute et à la baisse des emplois.

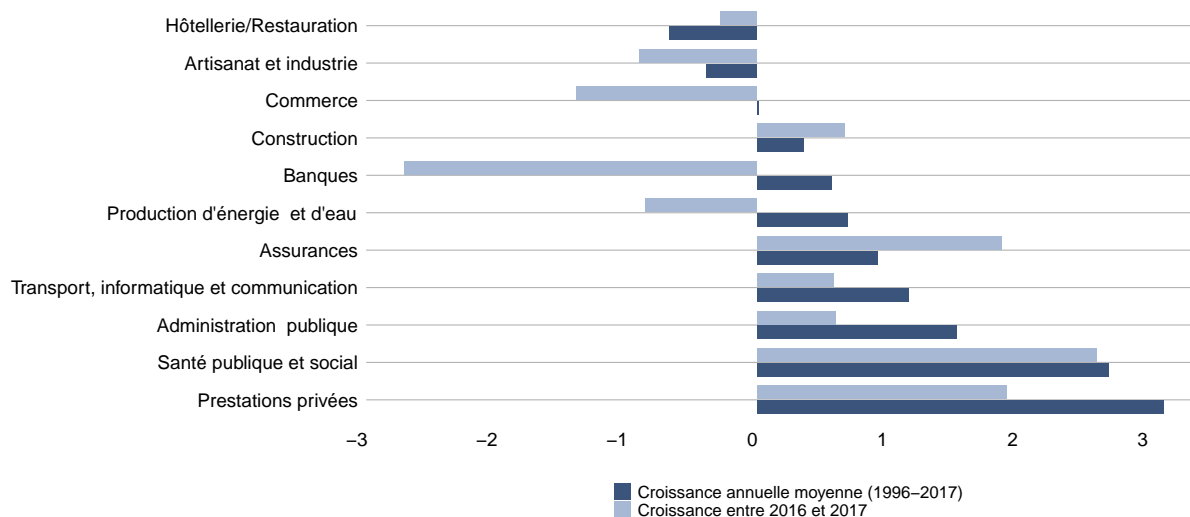
Le secteur des assurances quant à lui a produit une valeur ajoutée brute de près de CHF 383 000 par équivalent temps plein, ce qui correspond à environ 2,4 fois la productivité moyenne suisse. Par rapport à l'année précédente, la productivité du secteur des assurances a donc baissé de 2,8%. Cette baisse de productivité est d'une part due à la croissance des emplois et d'autre part à la baisse de la valeur ajoutée brute nominale. Bien que le secteur des assurances ait enregistré une croissance de la valeur ajoutée réelle en 2017, sa valeur ajoutée nominale a baissé en raison de la baisse des prix spécifique à la branche mesurée par l'OFS.

Dans la comparaison entre branches, le secteur financier est dans la moyenne pour l'évolution à long terme des emplois et présente une croissance annuelle légèrement inférieure à la moyenne pour les emplois (cf. figure 7). Dans la période allant de 1996 à 2017, les banques enregistrent une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,6% et les assurances

de 0,9%. De manière générale, on observe une tendance de glissement de l'emploi des secteurs industriels vers le tertiaire. Les prestations privées (comme p. ex. le conseil aux entreprises, la recherche et le développement) ainsi que la santé et le social enregistrent ainsi la plus forte hausse de création d'emplois. La comparaison entre branches montre toutefois aussi une différence dans l'évolution de l'emploi entre le secteur bancaire et celui des assurances en 2017. Alors que les assurances enregistrent une croissance supérieure à la moyenne, l'emploi a baissé dans les banques (cf. figure 7). Cette baisse des effectifs s'explique en grande partie par l'externalisation de prestations centrales d'une grande banque vers une société de services interne au groupe. Cette société de services ne faisant statistiquement plus partie des banques, l'emploi mesuré dans le secteur bancaire baisse sans pour autant que ces postes n'aient été perdus. Si on corrige l'évolution des effectifs en y intégrant cet effet spécial, les effectifs ne sont que légèrement en baisse par rapport à l'année précédente.

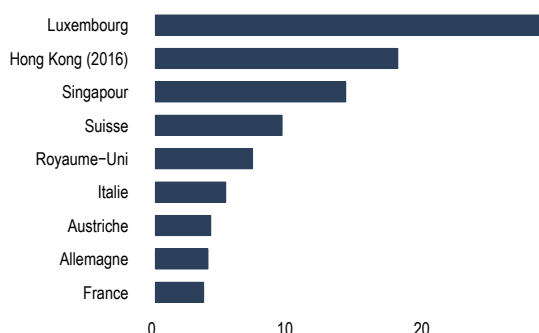
Le secteur financier suisse est un grand générateur de valeur ajoutée et se caractérise par des taux de croissance supérieurs à la moyenne, et pas seulement en comparaison avec les autres secteurs. Quand on la compare à celle des autres pays, l'importance du secteur financier pour l'économie suisse se classe avant celle des pays voisins, mais après le Luxembourg, Hongkong ou Singapour (cf. figure 8). Au moment

Figure 7: Évolution du nombre de salariés (ETP)
Évolution en %



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

Figure 8: Participation du secteur financier au PIB
Participation de la valeur ajoutée nominale 2017 en %



Source: OFS, SECO et Eurostat. Mise en page Polynomics.

de la publication de cette étude, aucune donnée 2017 n'avait encore été publiée pour Hongkong, raison pour laquelle l'étude se base sur la participation du secteur financier au marché global en 2016. Avec ses 9%, la part de la valeur ajoutée brute du secteur financier est ainsi par exemple 30% supérieure à celle du Royaume-Uni et 2,5 fois plus élevée qu'en France, en Autriche ou en Allemagne. Le secteur financier joue en revanche un rôle beaucoup plus important au Luxembourg (28,1%), à Hongkong (17,7%) ou à Singapour (13,9%).

Dans les différents sous-secteurs, le secteur financier suisse joue un rôle important dans le marché financier mondial, par exemple dans le secteur de la banque privée ou encore sur le marché mondial de la réassurance. Selon Boston Consulting Group (2018), la

Suisse est une nouvelle fois le leader sur le marché mondial du Private Banking en 2017 et avec 2,3 milliards d'US Dollar de fonds privés gérés, elle a deux fois plus d'importance que le deuxième et le troisième du classement, à savoir Hongkong et Singapour. La Suisse occupe par ailleurs une place essentielle sur le marché mondial de la réassurance. Ainsi, un réassureur suisse fait par exemple partie des plus grands réassureurs dans le monde.

En 2017, les établissements du secteur financier ont une nouvelle fois été confrontés au défi des intérêts négatifs, qui perdure depuis début 2015. Dans le secteur bancaire, les intérêts négatifs freinent les marges sur les intérêts. Les pertes en résultant ont toutefois en grande partie été compensées par la hausse de la demande de crédits, par des recettes accrues dans le domaine des commissions et des services ainsi que par l'adaptation des modèles tarifaires.

Les assurances ont beaucoup investi dans les emprunts. Les intérêts négatifs rognent donc perceptiblement leur rendement. C'est la raison pour laquelle les assurances ont choisi de devenir actives dans les hypothèques. Alors qu'en 2013, les assurances vie avaient investi 62% de leur capital dans des emprunts à intérêts fixes, cette part ne s'élève plus qu'à 53% en 2017. Simultanément, elles ont augmenté la part de capital investie dans les hypothèques, les actions et les placements collectifs.

6 Évolution structurelle du secteur financier

Le secteur bancaire suisse comprend une grande variété d'établissements bancaires dotés de modèles commerciaux différents. Les trois principaux segments du secteur bancaire sont les grandes banques, les prestataires financiers proches des banques comme par exemple les gestionnaires de patrimoine et le segment des autres banques qui englobe les banques gouvernées par des pays étrangers et les banques boursières. Alors qu'en 2015, les grandes banques étaient en tête du classement de la valeur ajoutée brute générée par le secteur bancaire avec presque 28%, elles ont été dépassées en 2016 par le segment des autres banques (29,1%) et celui des activités liées aux prestations financières (23,1%) (cf. tableau 5). En 2016, les grandes banques ont reculé à la troisième place du classement à seulement 21%. Aucune affirmation ne peut être faite pour 2017 étant donné que les statistiques détaillées n'ont pas encore été publiées.

Cette descente dans les classements des grandes banques repose avant tout sur la baisse des bénéfices. En 2015, les grandes banques ont généré des recettes extraordinaires et uniques de CHF 8,5 milliards de plus que l'année précédente en raison de la vente de participations en interne. Après les grandes banques, on trouve les banques cantonales (16,9%) et les banques régionales et Raiffeisen (9,4%).

Les deux principaux segments pour les assurances, l'assurance dommages (31,3%) et les réassureurs (26,6%), génèrent à eux deux plus de la moitié de la valeur ajoutée dans le secteur des assurances. Les caisses de pension, la SUVA et les caisses-maladie obligatoires font partie des assurances sociales (19,6%). Le segment Autres assurances (10,3%) comprend quant à lui tous les autres assureurs directs (assurances immobilières cantonales notamment) et les activités liées aux prestations d'assurance (courtier/ères, caisses de compensation etc.).

Au cours des 20 dernières années, les grandes banques n'ont pas réussi à faire croître leur valeur ajoutée brute. La figure 9 montre que ceci est surtout dû à la crise financière. Les banques régionales et Raiffeisen ainsi que les banques cantonales ont profité de cette perte d'importance dans la participation à la valeur

ajoutée brute réelle. Avec une hausse annuelle de 6,1% entre 1996 et 2016, la valeur ajoutée brute réelle des banques régionales et Raiffeisen a connu une croissance supérieure à la moyenne. Les banques cantonales, elles aussi, enregistrent une augmentation significative de la valeur ajoutée brute réelle au cours des 20 dernières années, même si, avec 4,4%, leur croissance annuelle moyenne reste inférieure à celle des banques régionales et Raiffeisen. Depuis la crise financière de 2007/2008, la valeur ajoutée brute réelle des autres banques, généralement axées sur la gestion de patrimoine, est en baisse. La raison : la diminution des patrimoines pendant la crise financière et surtout les répercussions des litiges juridiques en matière de fiscalité.

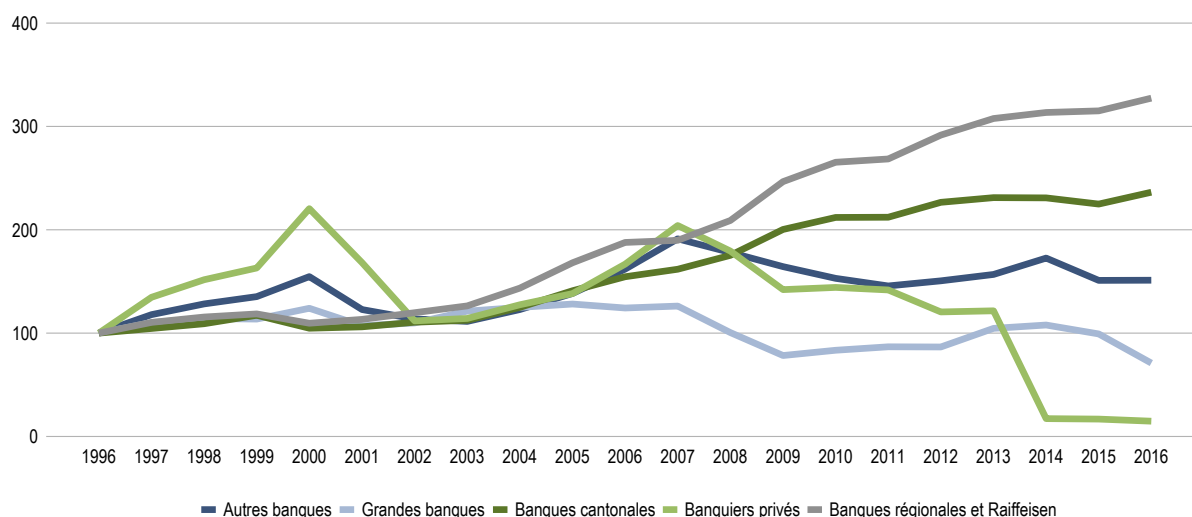
L'importante volatilité de la valeur ajoutée brute, des grandes banques et de la catégorie « Autres banques » notamment, repose surtout sur le fait que la « production » et donc la valeur ajoutée sont en grande partie composées de commissions, qui elles dépendent directement de la Bourse. Les banques régionales et cantonales en revanche se concentrent davantage sur les crédits et obtiennent ainsi des rendements plus stables. La baisse des recettes dans le domaine des commissions et des services que subissent les grandes banques depuis la crise financière de 2007/2008 a ainsi été stabilisée par les banques cantonales en deux ans seulement.

Depuis 2014, l'importance des banquiers privés a largement baissé. Cinq banques privées jusqu'à présent gérées comme des sociétés en commandite ont en effet été transformées en sociétés par actions. Ces ajustements sont l'une des raisons pour lesquelles la participation des banquiers privés à la valeur ajoutée totale des banques est inférieure à 1% depuis 2014. Depuis 2017, ces banques sont donc intégrées à la catégorie des autres banques.

Le principal segment dans le secteur des assurances avant 2002 était l'assurance vie. Sa part relative a toutefois baissé de près de 40% en 1999 à seulement 12,2% en 2016. Cette perte est notamment due à la baisse des rendements des placements en capitaux. L'assurance dommages a généré la plus grande valeur ajoutée brute au prorata du secteur des assurances depuis 2004.

Au cours des 20 dernières années, l'évolution de la valeur ajoutée brute réelle dans le secteur des assu-

Figure 9: L'évolution de la valeur ajoutée brute réelle banques
Valeurs indexées (1996=100)



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

Tableau 5: participation à la valeur ajoutée brute nominale 2016* du secteur concerné

| Secteur bancaire | % | Secteur des assurances | % |
|---|------|------------------------|------|
| Banquiers privés | 0.5 | Assurances vie | 12.2 |
| Banques régionales et Raiffeisen | 9.4 | Assurances sociales | 19.6 |
| Banques cantonales | 16.9 | Réassurances | 26.6 |
| Grandes banques | 20.9 | Assurances de dommages | 31.3 |
| Activités liées aux prestations financières hors assurances | 23.1 | | |
| Autres | 29.1 | Autres | 10.3 |

Source: OFS, Analyse du secteur financier au sein des comptes nationaux suisses. (*) Au moment de la publication de cette étude, les données de l'année 2017 n'étaient pas encore connues.

rances a été plus régulière que dans le secteur bancaire, à l'exception des réassureurs (cf. figure 10). Depuis la crise financière de 2007/2008, les assurances vie, dommages et sociales ont enregistré une croissance constante moyenne d'environ 2% par an. Comparée à l'année 1996, leur valeur ajoutée brute réelle est largement supérieure (assurance vie : +86%, assurance dommages : +74%, assurances sociales : +90%).

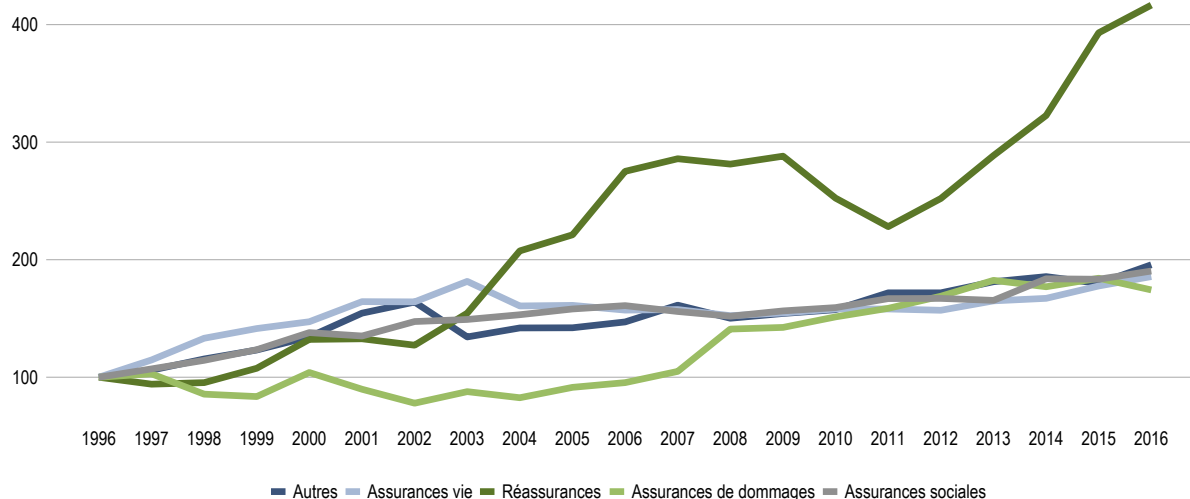
L'évolution des réassureurs en revanche a été moins homogène sur les 20 dernières années. Après une forte hausse de 1996 à 2007, ils ont ainsi subi une véritable baisse de la valeur ajoutée brute après la crise financière de 2008 à 2011. Depuis 2011, leur valeur ajoutée brute a de nouveau fortement augmenté. Cette hausse importante de la valeur ajoutée brute réelle est due à différents changements. Le volume brut des

primes a par exemple augmenté sur cette période à cause des nouveaux réassureurs présents sur le marché suisse, des nouvelles couvertures de réassurance conclues ainsi que des reprises internes aux entreprises.

7 Contribution à la croissance

À long terme, le secteur financier est l'un des moteurs de croissance les plus importants de l'économie suisse. Entre 1996 et 2017, la contribution moyenne à la croissance macroéconomique s'élevait ainsi à 0,3 point par an. La contribution à la croissance à long terme a été le résultat d'une croissance de l'emploi et

Figure 10: L'évolution de la valeur ajoutée brute réelle assurances
Valeur indexée (1996=100)



Source: OFS. Mise en page Polynomics.

de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne (cf. figure 11).

Alors qu'en 2016, le secteur financier contribuait négativement à la croissance de l'économie globale, il a su se reprendre en 2017. L'année dernière, la hausse de la valeur ajoutée brute du secteur financier a entraîné une contribution positive à la croissance de 0,18% (cf. figure 12). Les assurances en sont responsables pour 0,08% contre 0,1% pour les banques.

8 Évolution à court et moyen terme dans le secteur financier

À court terme : poursuite de la hausse de la valeur ajoutée

Si l'on se penche sur les indicateurs économiques, la Suisse traverse une phase très positive. Le produit intérieur brut, grandeur de mesure de la performance économique de la Suisse, ne cesse d'augmenter depuis plusieurs trimestres. Cette croissance est portée par le secteur industriel, mais aussi par celui des services. Et le secteur financier profite également de cette évolution globale.

L'année dernière déjà, on a pu constater que la valeur ajoutée brute réelle avait augmenté tant dans le secteur bancaire que dans celui des assurances. Cette évolution s'est poursuivie lors des premiers trimestres de

l'année en cours. La dynamique du secteur bancaire est supérieure à cet égard. Ceci est probablement aussi dû au fait que la baisse de la valeur ajoutée pour les banques a été plus perceptible après la crise financière que pour les assurances.

Associées à la très bonne conjoncture actuelle, les modifications structurelles et internes mises en œuvre dans les banques leur permettent d'atteindre des taux de croissance de la valeur ajoutée supérieurs à la moyenne.

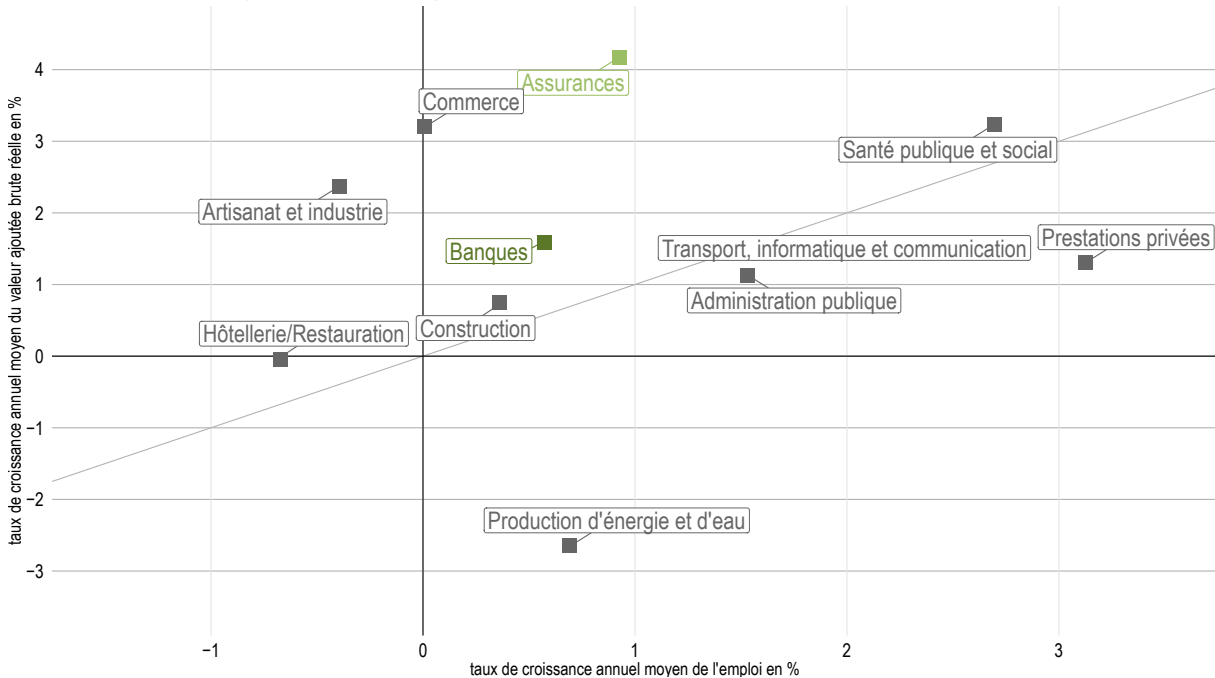
Concrètement, concernant le développement à court terme, nous partons du principe que la valeur ajoutée réelle des banques peut augmenter de près de 3% au cours des 12 mois à venir, ce qui est légèrement supérieur au développement économique global prévu (2,9%) (cf. tableau 6). Le secteur des assurances aussi profite de la dynamique de l'économie en général. Au total, la hausse de valeur ajoutée devrait toutefois être légèrement inférieure à l'évolution économique générale sur les 12 prochains mois, avec 2,5%. Cela est notamment dû au fait que l'environnement des secteurs « Vie individuelle » et « Vie collective » reste difficile.

À moyen terme : bonnes perspectives de croissance

Concernant le développement à moyen terme, nous sommes optimistes quant à l'évolution de la valeur

Figure 11: Croissance de l'emploi et de la valeur ajoutée 1996-2017

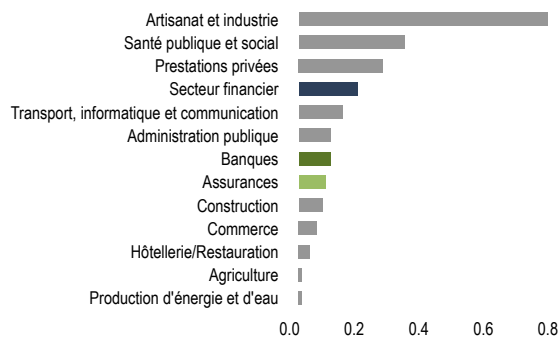
Les branches au-dessus de la diagonale ont présenté une augmentation de la productivité entre 1996 et 2017



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

Figure 12: La contribution à la croissance en 2017

En %



Source: OFS et SECO. Mise en page Polynomics.

ajoutée brute réelle tant pour les banques que pour les assurances. Contrairement au développement à court terme, la croissance des banques devrait être légèrement inférieure à celle des assurances et suivre la croissance économique globale avec une hausse annuelle de 1,9%. La croissance légèrement inférieure du secteur bancaire est surtout liée aux modifications survenues dans le cadre de la numérisation. Les principaux leviers à cet égard restent toujours une externalisation croissante et donc une hausse de la part des prestations en amont dans la production brute. Par ailleurs, certaines solutions financières ne font plus

statistiquement partie du secteur bancaire, comme c'est le cas de certaines plateformes par exemple. Concernant les assurances, nous pensons en revanche que l'évolution à moyen terme sera légèrement supérieure à la moyenne de valeur ajoutée brute. Nous envisageons une évolution annuelle de la valeur ajoutée brute réelle de 3%. L'apaisement prévu sur les marchés des capitaux devrait avoir des répercussions positives sur les différents domaines d'assurances et sur la croissance toujours attendue des réassurances.

À court terme : stagnation au niveau des emplois

La nécessité de faire face à la pression croissante sur les marges par une augmentation de la productivité génère notamment une baisse de la demande d'emplois. Alors que le secteur bancaire a déjà réduit ses effectifs en 2016 et 2017 et celui des assurances en 2016, le développement de l'emploi dans les premiers trimestres de l'année en cours s'est avéré relativement modeste tant pour les banques que pour les assurances. Selon nos estimations, cela ne devrait pas beaucoup changer à court terme. De manière générale, nous prévoyons que les assurances élargiront légèrement leurs effectifs dans les 12 mois à venir. Avec une croissance de

Tableau 6: Prédiction de l'évolution de la valeur ajoutée et de l'emploi

| | 2017 (effectif) | Prévisions à court terme (2018/2019) | Prévisions à moyen terme (2020/2021) |
|---|--------------------|---|---|
| Variation de la valeur ajoutée brute en pourcentage | | | |
| Banques | 2.1 | 3.0 | 1.9 |
| Assurances | 1.8 | 2.5 | 3.0 |
| Variation d'équivalents temps plein en pourcentage | | | |
| Banques | -2.7 | -0.2 | -0.6 |
| Assurances | 1.9 | 0.3 | 0.9 |

Source: Polynomics.

0,3%, l'augmentation des effectifs reste toutefois largement inférieure aux taux de croissance des années passées. Les banques quant à elles vont poursuivre les suppressions d'emplois dans les 12 mois à venir. Néanmoins, en raison de l'absence de l'effet spécial en 2017 et de l'évolution généralement favorable de la valeur ajoutée, cette baisse devrait rester modérée, à -0,2%. Cette évolution de l'emploi dans le secteur bancaire correspond par ailleurs au recours croissant aux prestations en amont. En effet, cela entraîne non seulement un transfert de la valeur ajoutée, mais aussi d'une partie des emplois qui, dans les statistiques, ne font alors plus partie du secteur bancaire. Cette évolution étant en partie poussée par la numérisation, tout porte à croire qu'à l'avenir, la tendance continuera à aller dans cette direction.

un rôle positif. De manière générale, nous estimons que le secteur bancaire enregistrera une légère baisse de ses effectifs, de l'ordre de 0,6% par an, dans les années à venir. Dans le secteur des assurances, le nombre d'emplois devrait quant à lui augmenter de 0,9% par an. Mais cette croissance reste nettement inférieure à celle réalisée les années précédentes.

À moyen terme : postes de travail sous pression

À moyen terme, nous pensons que les postes de travail resteront sous pression tant dans le secteur bancaire que dans celui des assurances. Dans l'économie en général, des tendances importantes comme les innovations numériques ou encore l'évolution démographique génèrent une forte hausse des emplois dans les domaines des services aux entreprises et des prestations dans le domaine de la formation et la santé. Le secteur financier en revanche devrait moins profiter de ces évolutions. La numérisation en particulier crée de nouveaux services alternatifs et optimise les processus avec à la clé de nouveaux modèles de coopération. Tous ces facteurs ont des répercussions négatives sur la demande d'emplois dans le secteur financier. La croissance économique globale en revanche joue

9 Contexte

Délimitation de la branche

En Suisse, la valeur ajoutée et l'emploi sont catégorisés selon les divisions économiques NOGA 2008. Dans la branche financière, la valeur ajoutée est divisée entre les divisions économiques des assurances (NOGA 65) et des banques (NOGA 64), alors qu'au niveau des emplois, on trouve une troisième catégorie économique (NOGA 66). Pour unifier cette troisième catégorie, les emplois qu'elle représente sont répartis de manière égale sur les banques et les assurances. Les données européennes sur la valeur ajoutée sont catégorisées selon les divisions économiques de la NACE révision 2, qui sont compatibles avec les divisions économiques NOGA 2008.

Effectifs

Les chiffres de ce rapport relatifs à l'emploi sont analysés en équivalents temps plein (ETP). Si on divise le nombre total d'heures travaillées d'une branche par le nombre d'heures moyen spécifique à la branche qu'un employé à temps plein réalise, on obtient le nombre d'équivalents temps plein de la branche concernée.

Calcul des effets indirects

Pour créer de la valeur ajoutée, les entreprises achètent diverses prestations en amont. Elles les achètent auprès d'entreprises d'autres secteurs. Ces interactions entre entreprises sont documentées dans une matrice appelée « analyse entrée-sortie ». Ces interactions permettent de calculer les effets que le secteur financier a déclenchés l'année passée dans les branches en amont concernant la valeur ajoutée.

Sources :

- Boston Consulting Group, 2018, Global Wealth Report
- Conseil fédéral, 14.2.2018, Compte 2017 : excédent dû à une hausse des recettes de l'impôt anticipé
- Rapport 2017 sur le marché de l'assurance (FINMA, 2018) et Les banques en Suisse 2017 (SNB, 2018)
- Valeur ajoutée brute : estimations trimestrielles SECO
- Analyse de l'OFS du secteur financier au sein des comptes nationaux suisses
- Emploi : STATEM et STATENT
- Valeur ajoutée brute internationale : PIB Eurostat et composantes principales (valeur de production, dépenses et recettes) (SEC 2010)
- Impôts : Statistiques fiscales AFC, compte de la Confédération tome 1, tableau détaillé selon les activités économiques TVA (AFC), Rapport sur le marché de l'assurance (FINMA), Banques en Suisse (BNS), Charge fiscale : Chefs-lieux des cantons (AFC), Message sur la simplification de la TVA (08.053), Recettes par groupes de coûts (AFF), propres calculs.